

5007

LA POLOGNE INDOMPTÉE

PAR

DR B. OSWIT



1917



3211604

dubl. do sy

33448

La Pologne Indomptée

par

Dr. B. Oswit

—

Helen Vranjanić

Berne

«Hallwag» S. A. Imprimerie Haller & Edition Wagner
1917

1920 r.

BIBLIOTEKA SZCZEPAŃSKICH

Nr 563

178018.-



wydano z dubletów
Bibl. Un. w Łodzi



Handwritten scribbles

Handwritten scribbles

Hist. 104

BIBLIOTEKA
UMCS
LUBLIN

Handwritten scribble

W 206/72/2

Il existe un tableau où, penchés sur une carte d'Europe, l'impératrice Catherine, l'empereur Joseph II et le roi Frédéric II découpent en morceaux les terres de la République de Pologne.

L'orgueilleuse tête d'oiseau de proie de Catherine II, le regard rusé et méchant de Frédéric sont autant de symboles qui désignent la valeur morale de l'acte commis. La République de Pologne, autrefois fier et puissant Etat, succomba. Désordres et troubles intérieurs, le voisinage d'Etats grandissants et rapaces ont, malgré la floraison d'une réorganisation nouvelle, amené sa débâcle. Dans le pressentiment du malheur, voulant ressaisir, maintenir et garder son avenir et sa liberté, la nation menacée se réunit encore une fois. Dans un suprême examen de conscience du passé, dans une espérance et volonté invincibles de retenir son sort entre ses mains, entra en session la Diète dite de « Quatre ans » (1788).

Des crimes, la conscience de la Pologne n'en a jamais connus. Elle porta haut son étendard; les ailes de son aigle blanc sont restées immaculées à travers les temps. Mais les fautes commises existaient. Elles étaient connues, signalées et méditées dans la conscience des hommes d'Etat et des citoyens. Réunis, ils voulurent chercher des remèdes.

On était à la fin du XVIII^e siècle. Dans toute l'Europe, l'oppression et la misère des masses populaires se trahissaient par de sourdes rumeurs. La Révolution grondait au loin.

Le sort des paysans polonais, à la fin du XVIII^e siècle, était tout aussi douloureux et triste que dans les autres contrées de l'Europe. C'étaient le servage, l'abaissement de l'individualité personnelle du paysan et un travail dur, sans les joies des droits civiques, pour le Tiers état. Mais, si dans les autres pays il existait une barrière infranchissable qui séparait les classes, la vie polonaise, faite de luttes contre les ennemis extérieurs, s'était forgée un ordre social différent. Sauf les quelques familles de grands seigneurs, la classe régnante en Pologne était la noblesse. Or, la noblesse polonaise était une immense confrérie, où chaque combattant pour la Patrie pouvait être admis par la volonté des autres membres. Il arrivait que des villages entiers de paysans prenant part à une bataille avec leur seigneur en tête conquéraient en même temps le droit de noblesse. Ces gentilshommes rustiques contribuaient puissamment à la démocratisation de la classe noble. Ils la rendirent si nombreuse qu'au XVI^e siècle le 10% de la population polonaise avait le droit de vote. En temps de paix, ils labouraient paisiblement la terre et, seule, l'épée qu'ils avaient coutume de planter au bord de la route racontait la vertu du travailleur qui arrose de son sang le sol où il plonge ensuite sa charrue.

Les limites entre les classes n'étaient point d'une rigidité complète. Pourtant les grandes masses popu-

laires restaient dans l'obscurité du servage. La noblesse, épuisée par les longues guerres, était affaiblie. Faible était aussi le roi Stanislas Auguste. Cette faiblesse était guettée, choyée par les mauvais esprits de la Pologne, par les ambassadeurs de Catherine et de Frédéric, qui, prodiguant des promesses perfides, attendaient avec impatience le moment où la proie trop facile devait tomber entre leurs mains. La situation était inquiétante et grave. Les patriotes polonais, ses meilleures intelligences, ses consciences les plus pures pressentaient le malheur.

Examiner les fautes, les corriger, sauver la Patrie était la devise de la Diète. Ce Parlement, composé de nobles, élus par des nobles, n'est pas harassé par les revendications ni les haines populaires. Pourtant il reconnaît que le peuple forme la base de la société; il voit qu'un peuple asservi est incapable d'aimer et de défendre la Patrie, et il décide de tracer en grandes lignes les lois d'égalité de toutes les classes.

Il ne lui suffit pas de libérer le peuple. La noble confrérie qui gouvernait la Pologne, ne connaissait d'autre volonté et d'autre autorité que la sienne. Elle choisissait son chef — le roi, c'était le symbole de sa volonté. Son devoir de noble, c'était la guerre, la joyeuse et active défense de la Patrie. La Diète reconnaît que ce n'est pas assez de mourir, qu'il faut savoir vivre et obéir à la Patrie.

Ainsi disposée, la Diète trace par la Constitution du troisième jour de mai 1791, dans les grandes lignes, les principes de l'égalité de toutes les classes; elle décide l'introduction d'une forme de gouvernement plus ferme, en établissant le trône héréditaire, et,

afin d'affermir les forces faiblissantes du pays, elle décrète l'organisation d'une armée permanente. La transformation devait être immense. Au lieu de la chevaleresque fantaisie des seigneurs et des nobles qui avaient gouverné jusqu'alors, c'était dorénavant la volonté, la conscience et le devoir de tous les citoyens de veiller au bien et au salut de la Patrie. Les masses populaires se rendaient compte de la gravité et de la valeur de l'acte immortel du 3 mai. L'enthousiasme du peuple était immense. Les seigneurs et les nobles, relevés par l'acte qu'ils venaient de signer, fraternisaient avec le Tiers état. Un rayon d'or et d'espérance traversa les nuages obscurs qui enveloppaient la Pologne, et il sembla un moment que le spectre noir de la servitude qui menaçait au loin pouvait être conjuré.

Mais vains restèrent les efforts des patriotes ; vainement Thadée Kosciuszko leva une armée paysanne, qu'il lança à la défense du pays. Un moment, le succès sourit aux défenseurs de la Pologne. La bataille de Raclawice en 1794 apporta une défaite aux Russes. Mais les forces polonaises étaient trop faibles. Sans aide de nulle part, ces troupes de paysans armés de faux et ces quelques milliers de gentilshommes furent impuissants contre les régiments de Catherine II. La sanglante bataille de Maciejowice fut un écrasement des forces polonaises, et apporta la défaite finale. Cependant la révolte pour le moment brisée et inutile, laissa des traces profondes dans la conscience polonaise : c'était pour la première fois que les paysans en masse combattaient en hommes libres côte à côte avec la noblesse, pour défendre le pays.

C'était un essai vite brisé, mais les forces des masses populaires demeuraient intactes, et le souvenir de la lutte devait rester profondément gravé dans la conscience de ces hommes, qui, devenus libres, ont en même temps perdu la Patrie. Les décisions et la révolte étaient venues trop tard : rien ne pouvait plus arracher la proie aux griffes qui la tenaient. Après la courte période de lumière qui suivit le vote de la Constitution, arriva la catastrophe finale. La Diète fut dissoute et violée, le roi transporté à Saint-Petersbourg, et l'acte du dernier démembrement en 1795, ne laissa plus aucune trace de l'Etat polonais. Toutefois la République mourante, par un dernier élan de volonté et de courage, laissa à ses enfants sa volonté suprême, exprimée dans l'acte de la Constitution du troisième jour de mai 1791.

Cette Constitution fut une vive et éloquente réhabilitation des fautes du passé, un gage précieux pour l'avenir. Le moment où la Diète l'accepta et le roi mit sa signature sous l'acte de la Constitution du trois mai, fut aussi celui où fut jetée la base inébranlable d'une Pologne nouvelle, viable et libre.

Si l'on considère l'histoire polonaise depuis l'acte de 1791, sanglante et écrasée, courbée ou révoltée, toujours on aperçoit filtrer, comme un mince rayon de lumière, la trace de l'idée libératrice, humanitaire, pleine de courage et d'espérance, qui dicta les lois de cette Constitution. Désormais tous les efforts polonais tendront vers l'accomplissement du testament de la vieille République polonaise, qui était assez forte moralement pour comprendre et accepter les moyens suprêmes de son renouveau, mais trop

faible, trop dénuée de forces physiques pour les réaliser.

Une sombre stupeur régna dans le pays après les derniers démembrements. La catastrophe, quoiqu'attendue et redoutée, était trop douloureuse depuis le moment où, sous les gouvernements des trois spoliateurs, on commençait à comprendre ce qu'on avait perdu. Au dehors on en laissait peu voir d'ailleurs. Aucune révolte ne suivit immédiatement l'année 1795; au contraire, une folie, une fièvre de plaisirs régna dans la capitale, à Varsovie. Mais si on feuilletait attentivement les mémoires du temps, on aperçoit vite toutes les affres d'une douleur et d'une rage impuissantes, qui remplissaient toutes les âmes et cherchaient l'occasion de se faire jour.

C'était le moment où l'astre de Napoléon commençait à s'élever. La tradition la plus vivante en Pologne était la tradition militaire, l'amour de la bataille, la foi dans le courage. Instinctivement, involontairement, les yeux de tous les Polonais commençaient à suivre le jeune général français dans sa lutte victorieuse avec les ennemis les plus perfides de la Pologne, les Autrichiens et les Prussiens. Tout ce qu'il y avait de brave et d'honnête en Pologne ne respirait qu'un seul désir: reconquérir la Patrie, la libérer par les moyens qu'on connaissait et qu'on aimait le mieux — par les armes. Ainsi furent fondées les Légions polonaises. Ayant choisi Napoléon pour chef, et dans la foi qu'il aidera à rétablir la Patrie effondrée, elles l'ont suivi partout. Employées à des entreprises les plus risquées, toujours courageuses et braves, toujours victorieuses, les Lé-

gions polonaises se battaient en Espagne et en Italie, se mouraient à San Domingo, et partout elles étaient guidées par l'espoir d'une Pologne ressuscitée et les souvenirs et la nostalgie douloureuse de la Patrie lointaine et mutilée.

Les promesses de Napoléon étaient indécises et vagues. Il récompensa pourtant le courage des Légions par la création du duché de Varsovie. Le duché, fondé en 1807 et en 1809 sur des terres enlevées à la Prusse, contenait 1860 km² et 2 400 000 habitants. Il devait être gouverné par le roi de Saxe, Frédéric-Auguste. La Constitution du nouvel Etat le rattache aux idées fondamentales de la Constitution du trois mai. L'article IV de la Constitution du duché de Varsovie disait : « L'esclavage est aboli. Tous les citoyens sont égaux devant la loi ; l'état des personnes est sous la protection des tribunaux. — Les principes sur lesquels était basée la nouvelle Constitution étaient ainsi au nombre de trois. C'étaient : 1° La liberté individuelle. — 2° L'égalité de tous les Etats. — 3° La protection par la loi de tous les citoyens.

La liberté individuelle des paysans signifiait l'abolition du servage, la libération définitive du peuple. Cet acte faisait de la Pologne un précurseur de la liberté dans l'Europe orientale.

Avec les principes de l'égalité des Etats, disparaissaient tous les privilèges de la noblesse. Le droit d'élection à la Diète était octroyé à toutes les classes de la société. Les paysans et les bourgeois étaient appelés à l'exécution de ces droits sous la condition d'avoir une propriété définie.

Le troisième principe de la Constitution était celui de la légalité. Le code civil et le code de commerce français furent introduits, ainsi que l'organisation judiciaire française. La protection de la loi était accordée à tout le monde. L'indépendance et la publicité de l'ordre judiciaire permettaient à la société de contrôler l'application de la loi. Un ministère de justice était créé. Bientôt, grâce au travail du ministre, comte Lubienski, la nouvelle organisation judiciaire fut introduite, une Ecole Supérieure de Droit fondée. Dans le pays qui, depuis les partages, était en proie au chaos juridique complet, le nouveau ministère établit l'ordre et la justice.

La grande œuvre du duché était la création d'une Cour d'éducation publique. La Cour d'éducation s'occupait de toutes les branches de l'instruction publique, mais son attention et ses soins étaient particulièrement voués aux écoles populaires. Le gouvernement comprenait bien qu'un peuple libre, mais ignorant, est incapable de fournir des citoyens éclairés et comprenant l'intérêt public. Aussi l'enseignement primaire fut-il le premier de ses soucis. Le principe qui dirigea l'organisation des écoles populaires était formulé de la manière suivante: «Aucune ville, aucun bourg ou village ne doit être privé de l'école qui lui soit nécessaire.» En réalité, le duché, qui, au moment de sa fondation, possédait moins de 200 écoles, laisse en 1812, 1250 écoles primaires.

Un des plus grands soucis du duché fut son armée. C'est la valeur de l'armée, celle des Légions polonaises, qui avait permis de reconstituer un morceau

de la Pologne libre et indépendante: c'est aussi par les armes qu'on espérait reconquérir le reste.

L'épopée de Napoléon n'était point finie. L'empereur promettait toujours aux Polonais la reconstitution de leur Patrie. Il devenait pour la Pologne l'homme tout puissant, on croyait à son astre, à sa parole, et on l'aidait joyeusement. Le petit duché de Varsovie lui fournissait sans murmures ni plaintes argent et hommes. Le pays, bien que dépourvu de toutes ressources, ne refusa rien pour l'armée; habité par 2 400 000 hommes, il fournit: en 1808, une armée de 33 000 hommes, en 1812, 100 000 hommes, et enfin, en 1813, 20 000 hommes. L'état du Ministère de la Guerre était un point sacré du budget. On regardait l'armée avec fierté, on y voyait la garantie d'une future résurrection.

Les espérances polonaises devaient être cruellement déçues. La funeste campagne de 1812, qui arrêta la marche triomphale de Napoléon, arrêta aussi le développement et l'activité florissante du duché de Varsovie. Le beau rêve polonais de liberté et d'indépendance prit une fin tragique. L'armée polonaise, l'orgueil et l'espérance du pays, revenait portant haut son étendard, car c'était la seule de toutes les armées napoléoniennes, qui avait su garder durant la retraite fatale tous ses étendards et ne point abandonner ses caissons. Mais cette armée revenait décimée. La population polonaise, tout le pays comprit que c'était fini. La catastrophe de Napoléon c'était aussi la catastrophe, la fin du duché de Varsovie. Pourtant le peuple polonais n'abandonne point Napoléon. L'ayant aidé aux jours de sa gloire, quoique trompé dans ses

espérances, il voulut suivre l'empereur jusqu'au bout de sa marche, maintenant douloureuse. On forma précipitamment une nouvelle armée : 20 000 hommes, un chiffre énorme pour le pays décimé ; et cette armée, la dernière armée polonaise, quitte avec son chef, le prince Joseph Poniatowski, la Pologne. Le duché fut bientôt envahi par les ennemis, et ce fut cette armée, cette poignée d'hommes, qui, seule, dans une terre étrangère, décidée à combattre jusqu'à la mort, représentait l'idée de l'indépendance et de l'honneur polonais. Ils étaient décidés à mourir, quand ils partaient pour les campagnes napoléoniennes, avec l'espoir de reconquérir leur Patrie. Maintenant la Patrie était perdue et ils restaient vivants, derniers représentants libres des champions de la liberté. Dans la bataille de Leipzig trouve la mort le prince Joseph Poniatowski, le chef et l'incarnation vivante des idées des Légions. Il aurait pu vivre, mais il préférait la mort à la perte de la liberté, de cette liberté qui était devenue un symbole.

La défaite de Napoléon, la mort du prince Joseph furent suivies de l'écroulement du duché de Varsovie. Pendant la courte durée de son existence, de 1807 à 1813, il avait puisé ses forces dans la sève populaire et il élabora la source d'une existence future où la Pologne désormais, toujours opprimée et toujours persécutée, a puisé jusqu'à nos jours.

Le Congrès des puissances, réuni en 1815 à Vienne, s'occupa aussi de la question polonaise. La majorité des membres du Congrès se composait des représentants des puissances qui, ayant au moment propice partagé l'Etat polonais, avaient maintenant tout intérêt

à le garder. Il s'agissait seulement de s'entendre pour la nouvelle répartition de la vieille proie.

Le traité de Vienne, conclu en 1815, entre l'Autriche, la Prusse et la Russie, confirma dans les grandes lignes, mais sous une forme aux belles apparences, le partage de la Pologne. Cependant l'unité des parties démembrées est reconnue par la clause du traité, qui décide *que tous les habitants des terres polonaises dès 1772 auront le droit de libre communication et de libre commerce entre eux* et que toutes les terres de l'ancien Etat polonais recevront la représentation et les institutions nationales.

D'après le traité, l'Autriche reçut les terres de Zbaraz, Tarnopol et les mines de sel à Wieliczka.

La Prusse reçut la partie occidentale du duché de Varsovie avec la ville libre de Danzig.

Cracovie est constituée ville libre, sous la protection de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse.

La grande partie des terres du duché de Varsovie doit former un Etat indépendant, sous le sceptre d'Alexandre I^{er} Romanow. A elle seule la comparaison des idées, résultant d'un Etat polonais indépendant et libre, sous le spectre du souverain autocrate de la Russie, démontre d'une manière profonde combien fausses et factices étaient les bases du traité conclu. Cependant, à ce moment, les belles apparences du traité avaient le dessus. Le seul lien qui unissait la Pologne et la Russie devait être la personne de l'empereur. L'énigmatique et mystérieux Alexandre I^{er}, conseillé par le Polonais, Prince Adam Czartoryski, un des hommes les plus éclairés de son temps, pro-

mettait aux Polonais la reconstitution complète de leur Patrie.

La Constitution du nouvel Etat, le royaume polonais, ayant pour base la Constitution du duché de Varsovie, formait une chaîne continue avec l'expression la plus pure de l'idée humanitaire polonaise, la Constitution du Trois-Mai.

Le royaume reprit avec ardeur l'héritage de travail et de réforme, laissé par le duché de Varsovie.

Son gouvernement se composait du Conseil d'Etat et du Conseil d'Administration. La représentation nationale comprenait la Chambre des Députés ou la Diète et le Sénat, avec des attributs fort larges. L'administration avait à sa tête le Ministère des Affaires Intérieures, du Trésor, de la Justice, de la Guerre et le Ministère des Cultes et de l'Instruction publique. Les cinq ministères travaillaient d'une manière intense.

Le Ministère de l'Intérieur, avec son chef, le ministre Moştowski, considère, comme premier devoir, la réparation des maux causés au pays par la période antérieure, remplie de troubles et de guerres. Le ministère entoure de ses soins l'agriculture et l'industrie, fonde une école supérieure d'agriculture à Marymont; de nouveaux districts industriels près de Lodz, sont fondés; l'immigration des artisans étrangers est facilitée. L'ordre et la sécurité sont établis dans la capitale du royaume, Varsovie, embellie par une série de magnifiques constructions.

Le Trésor du pays était vide. Les dépenses (37 877 767 fl.) dépassaient en 1815 jusqu'à 1819 les revenus (37 741 193 fl.). Mais bientôt grâce au travail du Ministère du Trésor avec le ministre Lubecki, les re-

venus atteignent en 1829 le chiffre de 88 558 298 fl. et dépassent de 1 945 755 fl. la dépense de 86 612 843 fl. Après avoir sorti le pays de la crise financière, le ministre du Trésor songea à la création d'un organisme économique polonais indépendant. Il créa un réseau de chemins publics (1000 km en 1830), réunit par un canal les fleuves Narew et Niemen, créant ainsi le commencement d'une issue future à la mer, développa les travaux des mines, créa de nouvelles industries, comme l'industrie textile et minérale. Des relations économiques avec la France, l'Angleterre et les Indes furent nouées. On entoura de soins particuliers l'agriculture. Enfin, le ministre Lubecki créa en 1828, à la tête de toute la vie économique du pays, la Banque polonaise, qui devait diriger le développement de l'agriculture, de l'industrie et du commerce. De même auparavant, en 1825, fut ouverte la Société du Crédit Foncier, qui non seulement sauva la propriété rurale, presque totalement ruinée, mais releva la culture agricole du pays.

Le Ministère de la Guerre, après une éphémère existence, fut bientôt entièrement entre les mains du grand-duc Constantin, chef de l'armée. Ce prince fantasque et brutal ne pouvait empêcher qu'un ordre, exemplaire régnât dans l'armée, composée de 30 000 hommes. L'armée polonaise possédait, en ce temps, à côté d'une admirable et héroïque tradition, un esprit chevaleresque très prononcé. Les brutalités du grand-duc, qui insultait pour la moindre chose officiers et soldats, devenait pour ceux-ci un supplice. Aussi durant les quatre premières années de la régence du grand-duc y eut-il 49 suicides d'officiers. Les vieux

généraux, vétérans de Napoléon, ne pouvant plus supporter les violences humiliantes du grand-duc, démissionnaient. Cependant, grâce à l'administration polonaise, grâce à l'esprit de vaillance traditionnelle dans l'armée, celle-ci pourra développer toutes les qualités d'héroïsme, d'endurance et de discipline qu'elle a su montrer plus tard, dans la guerre de l'année 1830.

L'activité la plus florissante régna dans le Ministère des Cultes et de l'Instruction publique. Le ministre, comte Stanislas Potocki, continua les meilleures traditions des méthodes d'enseignement du duché de Varsovie. Le nombre des écoles populaires augmenta en cinq ans de 50%. Tout en gardant les écoles moyennes, fondées par le duché de Varsovie, on créa un nombre considérable d'écoles nouvelles. Outre les séminaires nouveaux pour les instituteurs, on ouvrit un séminaire pour les protestants, une école normale pour les juifs, qui contribua largement à l'assimilation de ces derniers. Des écoles supérieures, une université, une école polytechnique, militaire, forestière et minière étaient créées. C'était surtout dans les marches que l'activité intellectuelle du pays démembré se déployait avec une vigueur, un génie de création, une force indomptable.

L'université de Willno, le lycée de Krzemieniec, deux puissants foyers d'instruction et de science, deviennent une pépinière de poètes et de savants. On y voyait parmi les professeurs des savants d'élite, comme les deux frères Sniadecki, Goluchowski, Jundzill, Grodsko, Lelewel et bien d'autres.

Parmi les élèves étaient le jeune Adam Mickiewicz, Jules Slowacki, Thomas Zan, qui sont sortis de l'Alma

Mater Vilmensis. Chose remarquable, de même que les deux écoles de Vilna et de Krzemieniec étaient postées en avant-garde des territoires de l'ancienne République polonaise, de même les élèves de deux hautes écoles se recrutaient pour la plupart au pays des frontières. Dans ces années où s'évanouissait le simulacre d'une Pologne indépendante, c'était une brillante affirmation de la valeur de cette culture que la république d'antan porta vers l'orient.

Dans tout son travail, le royaume tâchait de se guider par les principes de la Constitution du Trois-Mai. La Diète, avec les Ministères, présentait un gouvernement libéral, mais ferme à la fois; dans l'armée l'ordre et la subordination étaient exemplaires, l'esprit le plus éclairé et le plus perspicace animait toutes les lois, toutes les institutions du gouvernement. Aucune des idées, qui devaient guider la réorganisation de la Pologne, ne fut oubliée ni perdue.

Mais ni le calme, ni l'activité florissante et pacifique du pays, ni son effort intellectuel et industriel ne pouvaient empêcher que peu à peu ses droits ne fussent violés, ses libertés attaquées, l'épanouissement de toutes ses forces arrêté. Ceci ne présentait rien d'étonnant. La société polonaise, pénétrée des sentiments les plus libéraux et de la plus haute valeur, guidée par les lois humanitaires de la Constitution du Trois-Mai, considérée comme un testament sacré, était dominée par l'empereur de Russie, pays le plus autocrate de l'Europe.

Réclamer un droit était en Russie un crime. Une loi, c'était un caprice du souverain, qu'un nouveau caprice pouvait changer. En effet des changements

furent vite apportés à la Constitution du royaume polonais, garantie par le Congrès de Vienne.

L'assemblée des représentants de la Pologne, ou la Diète, avait entre autres attributs celui d'élaborer les budgets. Elle devait se réunir tous les deux ans. Mais le premier budget fut élaboré par l'empereur, et la durée de ce budget n'étant point fixée, un prétexte était créé qui rendait les travaux de la Diète inutiles.

L'administration devait d'après la Constitution se composer exclusivement de Polonais; mais bientôt l'empereur appelle au Conseil d'Etat, institution suprême de l'administration, le sénateur russe Nowosiltzoff qui ne tarda pas à devenir le mauvais génie de la Pologne. Déjà la Constitution de 1815 portait en germe une source de discorde et d'amertume en déclarant les deux pays, la Pologne et la Russie, à jamais réunis. La vieille maxime polonaise « *Neminem captivabimus nisi iure victum* » fut remplacée par la formule bien élastique « *Neminem captivari permittemus* ». On négligea de définir le minimum de la force armée du pays, ainsi que de déclarer son organisation indépendante de l'armée russe.

Ainsi on affaiblit par une formulation équivoque la garantie de la liberté personnelle; de même qu'on priva la Diète de la garantie de son existence et qu'on essaya d'attaquer l'individualité militaire et administrative du royaume. En 1819 contre toutes les lois constitutionnelles, la censure fut introduite. En 1825 un ukase impérial interdit la publicité des débats parlementaires. En même temps, l'administration et le gouvernement du pays passent graduellement entre

les mains du grand-duc Constantin et du sénateur Nowosiltzoff. Ce dernier força à démissionner les hommes d'Etat polonais libéraux et mit à leur place ses créatures qui lui assurèrent bientôt une majorité de voix dans le Conseil de l'Administration. Il terrorisa le pays, créa une police secrète, toute la Pologne fut couverte d'un réseau d'espions et de dénonciateurs. La liberté personnelle et le secret des correspondances ont disparu. On lisait les lettres adressées à l'empereur. Le suspect était arrêté, condamné, déporté sans jugement. La liberté universitaire inquiétait particulièrement le sénateur Nowosiltzoff, et bientôt la liberté des Cours fut violée, la jeunesse universitaire espionnée, arrêtée, incorporée de force dans l'armée russe. L'esprit national était persécuté, pourchassé partout, la terreur régna en Pologne.

Dans ces conditions le travail de la Diète était difficile. Quoique rarement convoquée, au lieu de l'être tous les deux ans, elle ne fut appelée à travailler qu'en 1818, 1820, 1825 et 1830, elle essaya d'un travail intensif. Elle élabora un nouveau code criminel, un statut hypothécaire, une partie du code civil qui reste obligatoire jusqu'à nos jours. Mais bientôt elle dut abandonner tout travail fertile pour songer uniquement à la défense de ses droits menacés. La Diète n'avait aucun droit d'initiative dans la nouvelle loi. Les lois présentées par le gouvernement, qu'influençaient Nowosiltzoff, étaient contre les lois constitutionnelles et contraires aux exigences modernes. Ainsi, d'après le projet du statut organique pour le Sénat, le ministre n'était responsable que devant le souverain; le mariage devait dépendre uniquement

de l'église; dans le projet et la procédure pénale l'institution de jurés était absente. Ces projets du gouvernement étaient rejetés par la Diète en 1820 avec une écrasante majorité de voix (117 contre 3). La Diète explique son opposition par la bouche du député Niemojowski qui dit: « Quand le gouvernement deviendra constitutionnel, la Diète sera ministérielle. »

Pourtant l'opposition de la Diète n'était pas irréductible. En 1825, la Diète craignant de trop irriter le souverain, abandonne la voix de l'opposition. La tactique du gouvernement ne changea en rien. Alexandre I^{er} mort, la réaction prit sous son frère Nicolas I^{er} des formes toujours plus menaçantes.

Le motif, l'âme de toutes les pétitions à la couronne demeure le souci constant « que la Constitution ainsi que les droits cardinaux de notre pays soient toujours saintement gardés, et nous ne doutons point », dit la phrase finale de la même pétition, « que Votre Majesté ordonnera que nos pétitions et en particulier tout ce qui regarde les libertés constitutionnelles soient gardés d'une manière convenable ».

Mais Nicolas I^{er} restait sourd à toutes les pétitions. Les voix d'une protestation légale étant épuisées, la population, qui voyait toutes ses lois violées, devenait le jouet de Nowosiltzoff et de ses abjects acolytes. Le royaume, forcé par l'état de chose, change le système de défense légale contre la lutte secrète, la conspiration. Une chaîne d'organisations patriotiques et clandestines se forme partout.

Déjà lors de l'avènement au trône de Nicolas I^{er} éclata en Russie le complot de décabristes. Mais le peuple russe ne comprit pas que la poignée d'hommes

qui se cabra contre la volonté despotique du tzar l'a fait pour le bonheur, pour la liberté de toute la Russie. Calme, le peuple russe assista en spectateur aux supplices des meilleurs, des plus nobles fils de la Russie. Le complot des décabristes aiguïsa l'attention du gouvernement. Les décabristes avaient des relations avec certaines organisations du royaume, et le gouvernement commença à débrouiller les fils qui réunissaient le mouvement révolutionnaire des deux pays. On arrêta des membres d'un comité national secret, entre autres Lukasinski. Ni la torture, ni les souffrances atroces ne purent dompter le courage et l'énergie sauvages de cet homme qui garda le secret. La conspiration était sauvée. Le malheureux Lukasinski pourrit pendant 36 ans dans la forteresse de Pierre et Paul à Saint-Petersbourg.

Le sénateur Nowosiltzoff et ses agents écumaient de rage impuissante, voyant le mouvement libéral de la Pologne leur glisser entre les mains. Les emprisonnements, les déportations, même des enfants, augmentaient de jour en jour, mais dans la même proportion monta l'indignation du peuple polonais. Les organisations secrètes pénétraient partout, même dans l'armée et l'école militaire. Le royaume devint un volcan, d'où à chaque moment pouvaient jaillir des flammes.

Tout d'un coup arrivèrent de l'occident des nouvelles inattendues. Au mois de juillet 1830, la France renversa son gouvernement et chassa la dynastie des Bourbons. Au mois d'août la Belgique prit les armes au nom de sa liberté. Les vagues de la Révolution faisaient trembler les trônes de l'Europe: un frisson

d'espérance libératrice secoua la société polonaise. Cependant Saint-Pétersbourg envoyait à Varsovie des ordres menaçants. L'empereur Nicolas I^{er} décidé à briser la Belgique et la France, ordonne l'envoi des épargnes polonaises à Saint-Pétersbourg, l'armée polonaise devait marcher en premier rang pour écraser la liberté de l'Europe, cette liberté que la République polonaise de jadis avait sauvegardée contre les vagues de l'orient, au prix des milliers et des milliers des existences.

Un problème tragique se pose dans la conscience du peuple polonais : ou marcher avec l'empereur autocrate, qui a violé, annihilé toutes les lois de la Pologne pour écraser la liberté de l'Europe, ou prendre au nom de ses droits les armes pour garder cette liberté. Entre l'immense Russie et le petit royaume, le combat était inégal, pourtant le royaume choisit. Le 29 novembre 1830 l'insurrection éclata à Varsovie. Elle se répandit bientôt comme une flamme dans toute la Pologne. Commencée par dix-huit jeunes officiers, elle compta après quelques semaines une armée forte de plus de 40 000 hommes. Un gouvernement national se constitua à Varsovie. Toutes les classes étaient unanimes dans la volonté ferme de reconquérir la liberté. Un manifeste de la Diète disait : « Pour atteindre à la liberté, nous sommes décidés à combattre jusqu'au dernier soupir ; plutôt couvrir notre terre des cendres de nos villes et de nos villages brûlés, des cadavres de ses défenseurs, plutôt la changer en désert que de se rendre à l'ennemi. »

L'armée grandit de jour en jour ; après dix mois de combat elle comptait 57 000 hommes.

Toute l'Europe était émue au spectacle de courage héroïque que donna la Pologne, seule dans sa lutte mortelle contre la Russie. Car il ne s'agissait point seulement de reconquérir l'indépendance polonaise, mais l'existence, l'âme de l'autocratie, était menacée. « Pour notre liberté et pour la vôtre » était la devise de l'insurrection, inscrite sur les drapeaux des avant-gardes polonaises. Dans une pétition à la Diète, un auteur inconnu disait : « Notre cause c'est la cause de toutes les nations, qui luttent contre la tyrannie ; notre but c'est aussi la liberté du peuple russe. Ce peuple, qui nous est proche par les liens du sang, devrait jouir des mêmes libertés constitutionnelles pour lesquelles nous avons pris les armes. La Diète ne peut entrer en pourparlers avec l'empereur russe et négocier avec lui non seulement jusqu'au moment où les libertés polonaises seront garanties, mais aussi jusqu'à celui où le peuple russe recevra une constitution et des institutions libérales, promises par l'empereur Alexandre I^{er}. » On ne sait de quelle manière la Diète reçut la pétition, mais le gouvernement national polonais publia un projet de Constitution russe, trouvé ensuite dans les papiers du grand-duc Constantin. L'empereur Nicolas I^{er} comprenait bien le danger dont une insurrection polonaise victorieuse menaçait la tyrannie. Il écrit à propos du projet polonais de Constitution pour la Russie : « Czertkow m'a apporté un exemplaire de la Constitution pour la Russie. La publicité de ce document est fort désagréable. De cent officiers quatre-vingt-dix le garderont sans comprendre ou avec mépris, mais dix retiendront, jugeront et, ce qui est pis, n'oublieront point. »

Les gouvernements d'Europe étaient moins perspicaces que le tzar. Les peuples d'Europe suivaient avec anxiété, avec enthousiasme, le combat engagé par la Pologne.

Le général Lafayette disait le 15 juin 1831 au Parlement français : « L'empereur devait marcher avec ses armées. La guerre était préparée contre la France. On a voulu employer les Polonais contre nous ; la Pologne devait former l'avant-garde, mais cette avant-garde s'est retournée contre le corps d'armée. Peut-on s'étonner qu'elle réveille en nous des sentiments de pitié et de la plus haute reconnaissance ? Nous avons des devoirs envers la Pologne. »

Le 16 août 1831, Thiers s'écria : « Il faut n'avoir point de cœur pour n'être pas ému par les efforts héroïques de ce peuple, pour ne pas souhaiter qu'il ressuscite et garde de nouveau l'Europe occidentale. » Or, Thiers n'était pas un ami de la Pologne.

Enfin en septembre 1831, Lafayette disait : « C'est un devoir de l'Europe de reconnaître l'indépendance de la Pologne de droit et de fait. »

L'Angleterre s'était vivement émue de la révolution polonaise. Le peuple anglais, non content d'envoyer des secours matériels à l'insurrection, pressait son gouvernement d'aider les Polonais. Des meetings monstrueux en faveur de la Pologne furent organisés. Une adresse anglaise couverte de 100 000 signatures présente un monument éloquent de la sympathie du peuple anglais. Non seulement le peuple, mais aussi les meilleurs fils de l'Angleterre, ses savants, ses poètes, ses hommes d'Etat se rangeaient du côté de la Pologne. Sir James Mackintosh a prononcé ces pa-

roles mémorables : « En raison du démembrement de la Pologne, aucun peuple ne peut plus vivre en sécurité. »

Malgré tous les mouvements populaires, malgré le vœu d'hommes éminents, les Cabinets d'Europe restaient calmes. La raison d'Etat exigeait l'attente, et, durant cette attente, luttait et saignait le peuple polonais, abandonné de tous. L'insurrection était condamnée; Varsovie fut prise par les Russes; l'armée polonaise se retira.

Certes l'insurrection commit des fautes. Si les forces russes sur le territoire polonais étaient bien supérieures en nombre à l'armée polonaise, elles lui étaient inférieures en valeur. Au lieu de porter vite et avec décision le coup mortel à l'armée russe, comme on aurait pu le faire bien des fois, le gouvernement insurrectionnel attendait l'intervention promise des Cabinets européens. On livrait des combats où l'armée polonaise, presque toujours victorieuse, était admirable de courage et de vaillance, mais on négligeait de tirer tous les avantages des batailles gagnées.

Durant une guerre de dix mois, presque 200 000 hommes tombèrent des deux côtés — chiffre énorme pour l'époque — parmi eux 69 100 Polonais et 121 000 Russes. Les chiffres sont éloquentes. Comme tout espoir de succès semblait évanoui, l'armée polonaise décida de quitter plutôt le pays que de rendre les armes. Comme autrefois les Légions polonaises, elle quitta le sol natal.

Durant toute la campagne de 1831, l'armée a montré une élévation d'âme, un courage, un renoncement admirables. La probité de l'administration était

exemplaire. Rien des Fonds Publics n'était perdu ou égaré. Pendant que l'armée, désormais l'émigration polonaise, s'en allait dénuée de toutes ressources à l'étranger, Henri Lubienski, après avoir payé la solde des officiers et des soldats, transportait les capitaux de la Banque polonaise intacts à Varsovie. Personne n'a trahi la cause nationale, personne n'a osé commettre un acte dégradant. L'âme nationale est restée pure. Vaincu et brisé, le peuple a gardé toutes ses forces morales pour travailler à sa résurrection. Le 23 octobre 1831, le prince Adam Czartoryski écrivait dans une lettre : « Qu'ils ne pensent pas (les journaux étrangers dont il parle), que notre cause soit finie ! Elle vit et elle vivra toujours, car les mêmes sentiments et les mêmes causes vivent dans tous les cœurs, malgré l'actuelle défaite. Les voies du destin sont incertaines . . . mais l'avenir est infini et toujours ouvert à l'espérance. »

L'espérance seule est restée. Une haine sauvage, le désir d'une vengeance implacable animaient l'âme de l'empereur et du gouvernement. On ne songea plus à la Constitution, ni au traité de Vienne. Il n'y avait plus de gouvernement polonais, une administration russe l'avait remplacé. Il fallait étrangler, étouffer à tout prix la nation qui a osé défendre ses droits. Il fallait lui arracher sa terre, et le système de confiscation commença. Rien que dans les provinces situées aux frontières de l'ancienne République polonaise, on confisqua en 1831 : dans le gouvernement de Vilno, les propriétés de 1315 personnes ; dans le gouvernement de Wolynie les propriétés de 529 personnes ; dans le gouvernement Podolie 472 per-

sonnes; dans le gouvernement de Grodno les propriétés de 277 personnes, et ainsi de suite. Dans la Pologne centrale, il y eut quelques milliers de procès, et 2000 personnes furent condamnées à la perte des biens. On confisquait non seulement les biens de ceux qui prenaient part à l'insurrection, mais aussi ceux de leurs amis et connaissances. Les déportations en Sibérie dépassèrent le nombre de 200 000 personnes. Toutes les écoles supérieures furent fermées, entre autres l'université de Vilno, le lycée de Krzemieniec. Les bibliothèques, les collections étaient transportées en Russie, les écoles primaires et secondaires étaient en partie fermées, en partie transformées en écoles russes. Dans l'année 1840, la langue russe fut introduite dans la juridiction. Après la complète russification de l'école et de l'Administration, la langue polonaise était devenue un élément toléré en dehors de toute vie publique. La vie polonaise sembla morte. La Pologne enchaînée et muette trouva cependant une expression intense dans l'émigration. L'armée polonaise comptait près de 50 000 hommes au moment où elle quitta la Pologne. Ceux qui franchirent la frontière restaient dispersés dans toute l'Europe et pourtant ils étaient réunis. L'émigration polonaise, malgré toutes ces discordes, avait un bien commun: un amour ardent de la Patrie et de sa liberté. Puisque la Pologne était muette et impuissante à faire entendre sa voix, à l'émigration polonaise échoua le devoir de représenter la Patrie à l'étranger. Elle l'a fait, mais l'importance de son rôle est ailleurs. L'âme du pays, éprouvée cruellement dans l'effort brisé, aiguisée par les souffrances

douloureuses des frères éloignés, l'exil, toujours amer, la nostalgie des vastes et lointaines plaines natales, la vision du ciel polonais, le souvenir des pauvres églises des campagnes polonaises, tout s'unit pour remplir les âmes d'un regret immense et de la volonté inébranlable de sauver de la tourmente l'esprit national. Cette volonté, tendue comme une corde, vibra dans les âmes de tous les exilés. Elle triompha. Comme une fleur miraculeusement belle s'épanouit sur la terre d'exil la poésie polonaise. Dans son vol d'aigle, elle atteignit le sommet le plus vertigineux de la pensée humaine. Mickiewicz, Słowacki, Krasiński, toute une pléiade de poètes créent en exil des œuvres d'une beauté de forme et d'une élévation d'âme incomparable. Ils fixent les lignes idéales, de l'existence et de la mission du peuple polonais ; ils deviennent la fierté du pays à l'étranger, son astre lumineux, sa bible patriotique à l'intérieur, où la vie devenait de jour en jour plus intolérable, où aucun effort n'était négligé pour démoraliser, anéantir et avilir la nation polonaise. La jeunesse, privée des écoles, chassée de tous les emplois, la vie publique anéantie, les journaux sous la surveillance d'une censure sévère, tout travaillait pour plonger la société polonaise dans une apathique somnolence. Malgré tous les efforts cependant on n'arriva pas à l'abrutir complètement. Les travaux de l'émigration, les chants de ses poètes trouvent les chemins du royaume et peu à peu secouent sa torpeur. La société polonaise essaye de se recueillir, cherche un moyen de s'exprimer, et par la formation d'une société agraire et d'un cercle de commerçants, elle

arrive non seulement à garder les intérêts agricoles et financiers du pays, mais aussi à créer une autorité, un gouvernement moral polonais, qui permet à l'opinion polonaise, bafouée partout, de parler à haute voix.

La mort inattendue de l'empereur Nicolas I^{er} secoua l'empire russe. « Je n'oublierai jamais », écrit, quelques années plus tard, le prince Dolgoroukow, « cette joie qui, comme une étincelle électrique, parcourut toute la Russie. Chacun avait l'impression de l'homme qui sort des ténèbres à la clarté du jour. »

L'avènement au trône d'Alexandre II réveillait des espérances en Pologne. Le nouvel Empereur était d'opinion libérale; il parlait la langue polonaise. La société polonaise osa espérer des réformes et en raison de la vie intolérable dans le pays, elle décida de demander, dans une adresse au trône, l'introduction de la langue polonaise dans les écoles, l'ouverture de l'université, la publicité dans la juridiction. Alexandre II, qui déjà auparavant avait dit à la noblesse polonaise rassemblée à Varsovie: « Point de rêveries, Messieurs », a déçu les espérances des Polonais. Mais la nomination du nouveau vice-roi, le prince Gortschakoff, qui avait certaines sympathies pour la nation polonaise, ouvrait des possibilités nouvelles, qu'on exploita en demandant de nouveau des réformes, en première ligne: formation d'une université à Varsovie, abolition de la censure et l'émancipation des juifs.

Par l'intermédiaire du vice-roi, la nouvelle pétition fut envoyée à Saint-Petersbourg. La réponse, qu'on attendait avec anxiété et impatience, tardait à venir.

C'était le temps où l'Europe traversait de nouveau une période de luttes des peuples pour la liberté et l'indépendance. L'Italie secoua le joug séculaire et se réunit dans une splendeur nouvelle. La Hongrie révoltée sympathisa avec les Polonais. Le peuple polonais, abreuvé pendant trente années de persécutions et de haine, considéra avec avidité les événements de l'Occident. L'exemple de Garibaldi et des révolutionnaires italiens devenait un encouragement; leur succès, un triomphe. Une fièvre parcourait le pays: en Italie devait se former une Légion polonaise. Le général Garibaldi disait à L. Mickiewicz: « Les Italiens iront contre l'Autriche pour prendre Venise, que les Polonais nous aident, et, de Venise, nous irons avec vous en Pologne. Les temps approchent où nul peuple ne sera sûr de son indépendance, tant qu'un autre peuple géмира dans l'esclavage. » Dans le même sens parlaient les Hongrois, le Comte Teleki et le général Klapka. Dans la lettre du 1^{er} mai 1863, Garibaldi écrivait: « Dites à vos compatriotes ce que je dis aux Italiens: il faut de l'argent pour acheter des armes. Les Polonais qui, pendant le massacre de Varsovie, ont su montrer qu'ils savaient sacrifier leur vie pour la Patrie, sauront sacrifier une partie de leurs revenus pour reconquérir sa liberté. Vous, général, et vos amis, vous êtes prêts à sacrifier votre vie pour l'Italie; moi et les miens, nous sommes prêts à faire de même pour la Pologne. » Toutes ces paroles pénétraient dans le pays, réveillaient la foi et les espérances, la jeunesse bouillonnait. Sortie des écoles, qui s'efforçaient de faire d'elle des soldats de l'empire, plutôt que de lui donner un jugement clair, elle ne

voyait pas que la Pologne n'avait point de Piémont, que partagée entre trois puissantes monarchies, éloignée des centres de la révolution, elle était incapable de mener seule une guerre de trois fronts. Malheureusement, les souffrances et l'impatience nationales étaient aiguisées déjà jusqu'à la folie. Les réformes demandées s'accomplissaient avec difficultés et lenteur. Pourtant, grâce à l'énergie constante du marquis Wielopolski, on arriva à obtenir une loi sur l'émancipation des juifs, que le peuple accueillit avec une profonde joie, une école principale était créée à Varsovie et un institut forestier à Pulawy, la réorganisation des écoles moyennes était commencée, l'autonomie administrative obtenue. Mais tout ceci arrivait trop tard. Le sol polonais était déjà secoué par les frissons d'une nouvelle insurrection. La nation, trop blessée par l'avilissement dans lequel on la plongeait de force, ne se contenta plus de demi-réformes, mais, dans une protestation désespérée, elle se redressa en faisant valoir ses droits.

L'insurrection polonaise de l'année 1863 avait d'avance peu de chances de succès, bien que l'on comptât sur l'appui des révolutionnaires hongrois et italiens et surtout sur l'aide morale ou matérielle des puissances européennes. Les esprits raisonnables voyaient que cette aide était incertaine et chancelante ; mais quoique prévoyant une fin fatale, ils étaient obligés d'aider ceux qui s'insurgeaient déjà. La guerre de « guérillas », des détachements des insurgés polonais, « les légions du désespoir » comme les appela le comte Montalembert, sans armes, ni argent, contre l'armée russe dura jusqu'à 1865. Pendant ce temps,

1229 combats furent livrés. De nouveau, comme en 1831, la terre polonaise fut rougie de sang; de nouveau l'Europe fut émue. Mais en 1863, comme en 1831, l'Europe se contenta de regarder avec douleur et émotion le spectacle que donna la Pologne. L'intervention diplomatique efficace, l'intervention des révolutionnaires étrangers ne se produisit point.

Le 5 août 1865 fut pendu, sur les pentes de la citadelle, à Varsovie, le chef de l'insurrection, Romain Traugutt. Il mourait calme, avec la résignation du chrétien et l'espérance du Polonais.

L'insurrection de l'année 1863 continua la tradition de la guerre de l'année 1831, comme celle-ci était la continuation des Légions polonaises et de l'insurrection de l'année 1794. Comme cette dernière combattait pour assurer la réalisation des lois de la Constitution du Trois-Mai, les insurrectionnistes de l'année 1863 préférèrent lever les armes et mourir, plutôt que de voir bafouer et fouler aux pieds ces lois qui assuraient le salut et la vie à la nation. Toutefois, malgré les terribles pertes, la dernière insurrection ne fut pas infructueuse, car elle sauvegarda dans le pays la tradition de la résistance nationale.

Après l'année 1863, le sort de la Pologne fut atroce. Après l'insurrection de 1831, 45 000 familles et près de 200 000 personnes des provinces ruthéno-lithuaniennes furent déportées; la multitude de ceux qui après l'année 1863 peuplèrent les mines, les casemates et les neiges de la Sibérie était bien plus nombreuse encore. Chaque famille, chaque maison polonaise pleurait, et il fallait étouffer les sanglots pour endormir les soupçons. Le système

d'étouffement du temps de Nicolas I^{er} fut appliqué avec une nouvelle vigueur. Celles des écoles qu'on sauva après l'année 1831 furent fermées; entre autres, l'école principale obtenue par le marquis Wielopolski. Comme un cadavre géant et enchaîné, entouré de vautours, telle représente la Pologne la puissante fantaisie de Rops. Le symbole correspondait à la réalité. Le silence de la mort régnait partout, interrompu seulement par les gémissements des victimes du seigneur et maître de la Pologne, Murawieff, le « pendeur » comme l'appela le peuple.

Mais la mort n'était qu'apparente. Après la terrible et sanglante leçon de l'année 1863 le peuple polonais comprit enfin, qu'il ne pouvait compter que sur ses forces et que son existence menacée devait être sauvegardée par un lent et patient labeur. Les armes semblaient définitivement brisées, mais un duel silencieux et terrible entre la nation et ceux qui voulaient l'effacer de la surface du monde commença.

Les autres parties de la Pologne démembrée, la Galicie et la Pologne prussienne, ont ressenti toutes les terribles secousses que traversa le royaume, mais n'étant pas situées au centre de l'action, elles ont moins souffert. Courbées sous le joug étranger, elles ont pu commencer plus tôt l'opiniâtre travail qui est devenu désormais la tâche de tout Polonais.

La nation était menacée dans son existence. Les gouvernements étrangers, décidés à courber à tout prix le peuple résistant, ne reculaient devant aucune mesure. Les fondements de la vie matérielle étaient ébranlés. Le système de confiscation des biens en

BIBLIOTEKA SZCZEPAŃSKICH

BIBLIOTEKA
UMCS
LUBLIN

Nf

Pologne russe, la commission de colonisation, magnifiquement dotée en Pologne prussienne, avaient pour but d'arracher peu à peu la propriété rurale des mains polonaises, et 1 071 000 hectares, presque 9% de la propriété polonaise, passèrent ainsi dans les mains étrangères. Le développement de l'industrie et du commerce était entravé non seulement par le manque de voies de communication, mais aussi par l'hostilité évidente des gouvernements étrangers, par un système de tarifs qui protégea la production des pays usurpateurs de la Pologne contre la concurrence polonaise.

Les grandes richesses naturelles de la Pologne, le sel, le charbon, le pétrole, l'osokérite, en Galicie, étaient pour mêmes causes mal exploitées, et la Galicie, pays riche en sel, en pétrole (troisième en production du pétrole dans le monde), en osokérite, magnifique comme beautés naturelles, resta un pays pauvre. Les gouvernements étrangers refusaient leur protection à toute production polonaise, car la nation devait rester pauvre, pour être plus facilement vaincue. Le devoir de garder la terre s'imposait en premier lieu à tout Polonais. Les paysans, les petits propriétaires ruraux étaient devenus les gardiens de l'existence nationale, aussi fallait-il leur inculquer non seulement le devoir de garder cette terre, mais aussi leur apprendre à la cultiver, leur procurer tous les moyens de lutter avec les difficultés de la vie matérielle. La Centrale, société agricole, fondée en 1858, qui devait veiller à la culture de la terre, était fermée à la suite des événements de 1863. Mais, à son défaut, des cercles agricoles se forment

dans le duché de Posen, dès l'année 1866, et en Galicie en 1882. Un système de crédit bien organisé était nécessaire pour aider les propriétaires menacés. A Posen se forma, dans l'année 1871, une Union des Sociétés polonaises de crédit, qui se développa avec une telle rapidité qu'en 1906 elle comprenait 187 sociétés comme membres, avec 86 000 sociétaires. La Banque de l'Union des Sociétés polonaises de crédit posséda en 1906 une épargne de 107 000 000 de marks. Un éminent écrivain allemand a dit du système de défense des Polonais: «La Pologne était jadis une oligarchie de noblesse, elle est devenue maintenant une république rurale, qui se consolide de jour en jour.»

Ce système de défense fut rendu difficile dans la Pologne russe où seulement depuis l'ère quasi constitutionnelle de 1906 le gouvernement a permis l'ouverture de la Société centrale agraire et des cercles agricoles. Ces cercles ont pris un tel développement que dès la première année de son existence il y avait 1094 cercles avec 32 000 membres. Dans les trois parties de la Pologne démembrée il existait avant la guerre 3200 cercles avec 123 000 membres, tous petits propriétaires ruraux.

En assurant son existence matérielle, la propriété de la terre, le peuple polonais ne cessa jamais de veiller jalousement à la sécurité de la tradition et de la culture nationales. La Pologne autrichienne, la Galicie, posséda depuis l'ère constitutionnelle une autonomie qui lui permit un développement national et culturel plus libre et aussi plus normal que dans les autres parties de la Pologne. Celles-ci, la Pologne alle-

mande et le royaume, la Pologne russe, vivaient dans des conditions déplorables. Leur gouvernement lointain et étranger était représenté, en Pologne, par une administration étrangère, allemande et russe. La langue polonaise resta chassée de l'administration, de l'école, de la jurisprudence; l'esprit national fut implacablement persécuté par l'administration étrangère. La Pologne russe vécut dans des conditions particulièrement tristes. Le peuple, qui envoyait ses impôts à Saint-Pétersbourg, ne recevait rien en échange. L'impitoyable bureaucratie non seulement ne faisait rien mais empêchait de travailler les autres. Jusqu'en 1906 les hommes les plus énergiques ne pouvaient obtenir la permission d'ouvrir une société agricole. La bienfaisance, le travail social, les écoles, tout tombait sur les épaules de la société polonaise. L'encouragement officiel des sciences et des arts n'existait pas en Pologne; le pays devait lutter pour son enseignement primaire et secondaire.

Dans la Pologne prussienne, l'enseignement primaire est public, mais l'école est allemande. Les foyers de famille remplacent l'école dans le duché de Posen et veillent à la pureté de cette langue si implacablement poursuivie. Ni l'école moyenne, ni l'école supérieure polonaise n'existent; leur ouverture n'a jamais été permise. Pour encourager les études supérieures, pour faciliter le développement de la science polonaise on créa, en 1841, par des moyens privés, la société dite « de Charles Marcinkowski », qui possède actuellement un capital de réserve de 1 300 000 marks.

Le développement intellectuel fut plus facilité en

Pologne autrichienne. Depuis l'ère constitutionnelle, la Galicie a pris un grand essor intellectuel. Trois écoles supérieures, des universités et une école polytechnique existent à Cracovie et à Léopol; en outre, deux académies de commerce et l'académie agricole à Dublany. L'école des beaux-arts, à Cracovie, a élevé une génération d'artistes qui ont su montrer à l'art polonais des voies nouvelles.

La plus grande attention fut donnée au développement des écoles primaires et secondaires. En effet la Galicie étant la seule partie de la Pologne relativement libre, c'est là qu'on avait le devoir de faire tout pour conserver la langue et la tradition nationales, pour les transmettre et perpétuer intactes. La Galicie possède ainsi 135 écoles secondaires avec 45 000 élèves et des milliers d'écoles primaires. Pour aider les communes pauvres à ouvrir des écoles, on fonda en Galicie la Société des écoles populaires. Créée en 1892, la Société posséda en 1913 41 702 membres, en 1913 elle posséda 435 écoles, sans compter les écoles qu'elle fonda pour les céder ensuite aux communes. La société s'occupa aussi des éditions d'œuvres populaires, créa des salles de lecture, ouvrit des maisons du peuple. En 1913 elle possédait 2530 salles de lecture et 79 maisons du peuple.

Même en Pologne russe, malgré l'étranglement officiel, la vie intellectuelle n'a pas été complètement réduite au silence. Par ses propres ressources la société polonaise créa en 1882 la caisse de secours dite de Joseph Mianowski, qui avait pour but d'encourager les études scientifiques. En 1913 les budgets de la société s'élevaient à fr. 4 340 000.

Jusqu'en 1906, la création des écoles populaires et secondaires polonaises appartenait au pays de rêve. Il fallait de longues et tortueuses démarches pour ouvrir des crèches de nourrissons. Les siècles futurs s'étonneront qu'il y eut en plein XX^e siècle une école primaire . . . secrète, que dans un travail souterrain et conspirateur des milliers d'institutrices apprenaient, sous peine de prison, aux milliers d'enfants polonais la science défendue de lire et écrire en polonais. Rien qu'à Varsovie la société maternelle des écoles enseignait clandestinement 10 000 enfants.

L'ère de révolution de 1906 apporta une école polonaise privée aux Polonais. Cette école ne donnait cependant aucun droit, ni l'entrée à l'université, ni allègement du service militaire (une année au lieu de trois ans). Profitant de la loi nouvelle, on a ouvert des cours supérieurs de sciences, de commerce et de technique à Varsovie. 280 écoles secondaires privées polonaises ont reçu 60 000 élèves. La Maternelle des écoles, une société secrète jusqu'en 1906, se développa magnifiquement. Dès la première année de son existence elle a ouvert 1000 écoles. Dès l'année 1907 le gouvernement ferma la Maternelle avec toutes ses écoles.

L'ère constitutionnelle russe de 1906 à 1916 débuta en Pologne par la fermeture de la Société Maternelle; elle continua par l'incorporation des terres polonaises de Chelm à la Russie, par l'introduction de la langue russe dans le projet de l'autonomie municipale des villes polonaises, et elle aboutit à l'achat du chemin de fer Varsovie—Vienne, unique chemin de fer polonais, bientôt russifié avec ardeur. C'étaient là les cadeaux que la Russie constitutionnelle avait, par

le vote de son Parlement, offert à la nation polonaise. Toutes les institutions sociales, gardiennes de l'intérêt moral et matériel du pays, avaient encore une autre valeur, et combien précieuse.

Après l'insurrection de 1831 toute trace d'une autorité polonaise était effacée. La nation, divisée en trois tronçons, sans communications mutuelles, faisait des efforts terribles et désespérés pour garder sa vie matérielle et morale. L'amour de la Patrie, la fervente foi dans sa résurrection, guidaient toutes ses pensées et tous ses actes, mais il y avait aussi des signes menaçants. La haine, la ruse et la méfiance, toutes ces armes que le faible doit employer dans la lutte avec le fort sont des armes à double tranchant qui abaissent la grandeur d'âme, et l'esclavage est un terrible malheur, non seulement parce qu'il ôte la liberté, mais surtout parce qu'il abaisse.

En Pologne rien n'était oublié et négligé de ce qui pouvait non seulement anéantir la nation, mais encore l'avilir. Tout acte bon, tout travail sain et fertile était entravé par mille obstacles; tout ce qui était ignoble et vil, était par contre facilité et caressé. A tous ceux qui voulurent travailler, la vie apportait la prison, la confiscation des biens, le travail dans les mines ou l'exil; elle était facile à ceux qui se plongeaient dans une quiétude parfaite, fermant les yeux à l'œuvre de la mort, elle était douce aux voleurs et aux traîtres.

La nation privée d'une presse libre et d'une vie publique n'avait rien pour lutter contre la dégradation nationale menaçante. Dans sa détresse elle employa les moyens qu'elle posséda, se groupa et se ramassa autour des sociétés agricoles, industrielles, financières

et intellectuelles. Outre leur tâche professionnelle elles ont servi à affermir la conscience et l'opinion publique, elles ont donné au pays l'autorité et le gouvernement moral absents.

Si dans le temps de la République polonaise de jadis la royauté fut souvent méconnue, l'autorité oubliée et négligée, le peuple polonais a appris pendant la période douloureuse du XIX^e siècle non seulement à respecter, mais à aimer d'un amour opiniâtre et ardent l'autorité si souvent outragée de ses représentants. Tous les chefs des sociétés ouvertes ou secrètes représentaient le gouvernement ferme et libéral recommandé par la Constitution du Trois-Mai, restée plus vivante que jamais, malgré la séculaire épreuve. La servitude n'a pas enseveli dans la mémoire du peuple polonais les profondes et graves idées du salut national, que la République polonaise lui a transmises. Libérales et humanitaires, ces idées profondément cachées dans toutes les consciences et dans tous les esprits, servirent de bouclier contre les menaces du mal qui assaillaient la nation asservie. Elles guidèrent durant de longues années le travail souterrain et acharné du peuple, elles firent sa force dans la résistance, dans l'opiniâtre volonté de rebâtir toujours des écoles nouvelles, sur les décombres de celles qu'on lui fermait.

« La guerre mondiale a trouvé dans le peuple polonais une nation et non une poussière ethnique à laquelle on a promis de nous réduire.

Nous avons gardé notre terre, nous avons développé sa culture ; au début de la guerre notre industrie était florissante.

L'esprit national qui devait supporter les plus furieux assauts a résisté. Il resplendit dans notre poésie, il anime sous mille formes brillantes notre art. Notre langue, la même dont « il est défendu de parler » a atteint une royale beauté de formes et une grave profondeur d'expression.

Nous avons des milliers de procès, parce qu'un homme osait apprendre à lire à un autre homme, nos écoles étaient fermées, nos collections et bibliothèques volées, nous n'avions point de chaires universitaires, ni d'expéditions scientifiques, et pourtant notre science, la Cendrillon de l'Europe, vit encore. » (Choloniewski.)

L'âme de la nation est restée digne des aïeux, qui, l'épée au poing, défendaient l'Europe et le sol natal contre les assauts de la barbarie, et qui, en temps de paix, étaient des propagateurs des lumières de la civilisation et de l'humanité.

L'indestructible vitalité polonaise s'affirma sur tous les champs de la vie. Nous étions 6 000 000 au moment de la chute de l'Etat polonais, maintenant nous sommes 25 000 000.

Les rafales de la guerre passent et repassent sur notre sol. Près de 2 000 000 de nos soldats remplissent la tâche tragique de servir ses ennemis. Notre sol est couvert des ruines de nos villes et de nos villages brûlés. Nous sommes seuls et notre avenir est incertain.

Mais la capitale polonaise Varsovie resta calme dans les moments terribles de la nuit du 5 août 1915. Le propriétaire centenaire, le russe, quittait la ville. Dans la nuit, dans les grondements du canon et les

lueurs des incendies se fonda le comité civique et la milice de la ville. Le propriétaire nouveau et le séculaire ennemi trouva la capitale polonaise prête à le recevoir, calme, car elle seule est le propriétaire véritable qui reste toujours, et elle le sait.

Le premier jour après la sortie des Russes, les tribunaux polonais étaient formés, le deuxième jour se constitua la Commission de l'Instruction publique. Ainsi l'antique tradition revit après une interruption de plus d'un siècle.

Après la sortie des Russes rien ne trahissait plus, sauf l'animation causée par les hôtes nouveaux, leur longue présence dans la capitale polonaise. Seule, la cathédrale russe, étrange dans sa splendeur byzantine, s'étonnait de son isolement au centre d'une ville étrangère.

Les efforts séculaires ont échoué, la capitale et l'âme polonaise sont restées polonaises.

Les paroles prophétiques de Mackintosh : « Depuis le démembrement de la Pologne aucun peuple ne pourra jouir tranquillement de sa liberté » se font entendre aujourd'hui avec un écho tragique dans les gémissements de la Serbie et de la Belgique, dans l'offense de la Grèce. La cause polonaise, malgré un siècle d'oubli, se pose de nouveau dans toute sa grave étendue devant la raison et la conscience de l'Europe.

Cette conscience endormie depuis plus d'un siècle fut secouée par la guerre actuelle. La raison d'Etat, qui autrefois a fait le silence et le vide autour de la nation polonaise, exige aujourd'hui la résurrection de l'Etat polonais. Les cabinets de l'Europe,

qui assistaient en spectateurs muets aux luttes et aux convulsions mortelles de la Pologne s'entendent aujourd'hui à rappeler cette Pologne à la vie et à l'action.

Le 14 août 1914 le grand-duc Nicolas Nicolaiévitch proclame à la nation polonaise la résurrection de la Pologne libre dans sa langue, sa conscience, son autonomie. Cette proclamation fut saluée par toute l'Entente comme un triomphe de l'humanité et de la civilisation.

Le 5 novembre 1916 les empires centraux proclament un Etat polonais indépendant.

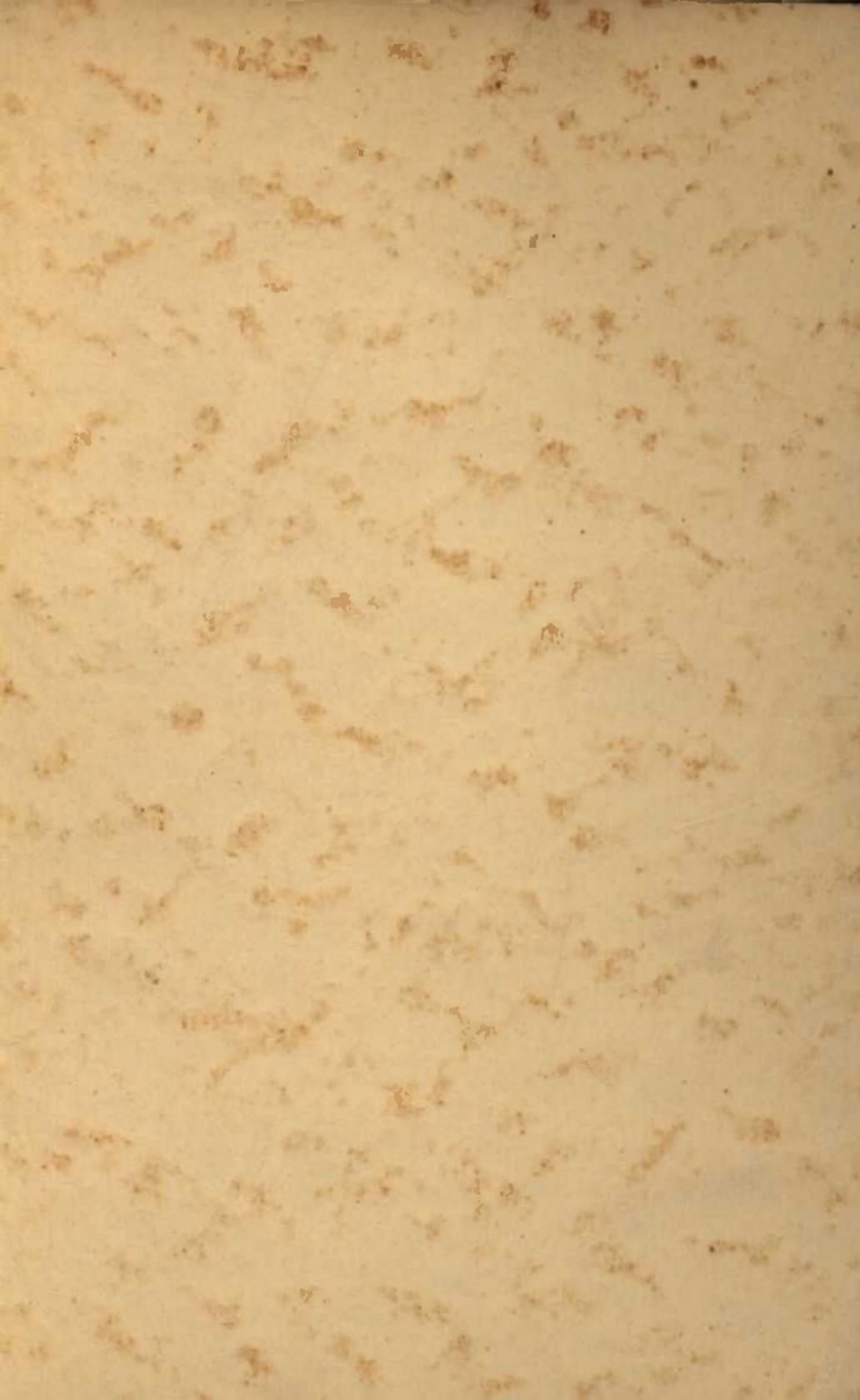
Le 25 décembre 1916 le Tsar de toutes les Russes insiste sur la nécessité de créer une Pologne libre et unie, et les pays alliés de la Russie déclarent qu'une Pologne reconstituée est un élément primordial de l'équilibre européen.

Jamais peut-être la Némésis historique n'a parlé avec si haute et éloquente voix et n'a obtenu plus éclatante victoire.

Les Polonais eux-mêmes, maintenant comme jadis, comme toujours, conscients de leur droit à la liberté et l'indépendance, fiers de leur résistance, sûrs de leur force nationale, demandent la création **d'un Etat polonais indépendant et libre.**

BIBLIOTEKA SPOŁECZNOŚCI
Nr _____

BIBLIOTEKA
UMCS
LUBLIN



3.30
30
3.6
=

Biblioteka Uniwersytetu
M. CURIE-SKŁODOWSKIEJ
w Lublinie

178013



1000174486